

Délibération n° 2022-01-27/07

Objet : Modification d'autorisation de programme et crédits de paiement - AP/CP n°2 – Construction d'un bâtiment associatif municipal

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 27 JANVIER 2022**

L'an deux-mille-vingt-deux, le jeudi vingt-sept janvier, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 21 janvier 2022, s'est réuni à 19h00, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guilhaume, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée avec un nombre limité de personnes dans le public (10 maximum) et a été retransmise en direct par voie électronique, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 23

Nombre de membres représentés : 6

Secrétaire de séance : Patricia NIVASSE

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE - Françoise BERTOUY - Patricia NIVASSE - Colette MORETEAU - Maryline BENEDETTI - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Julien RODIER - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Isabelle GIANIEL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST - Bernadette CONTE-ARRANZ

Absents représentés : Jocelyne TAVERNE *pouvoir à* Xavier MIRAULT, Olivier BOUDET *pouvoir à* Françoise BERTOUY, Francine BOYER *pouvoir à* Jean-Marc LEÏENDECKERS, Pascale MARCHAL *pouvoir à* Maryline BENEDETTI - Fabrice IRANZO *pouvoir à* Mario MARCOU, Laurie BELTRA *pouvoir à* Mario MARCOU

Le quorum étant atteint, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 prolongeant le régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses dispositions de vigilance sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur le Maire rapporte :

Vu l'article L 2311-3 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction codificatrice M57,

Par délibération du 2 décembre 2021, le Conseil Municipal a voté, pour la construction d'un bâtiment associatif municipal, l'autorisation de programme (AP) et les crédits de paiement (CP) suivants :

		Autorisation de Programme	Crédits de paiement (CP)		
		(AP)	2021	2022	2023
AP n°2	Construction d'un bâtiment associatif municipal	1 307 250,00	10 000,00	1 190 000,00	107 250,00
	Chapitre 20 - Etudes	120 000,00	10 000,00	90 000,00	20 000,00
	Chapitre 23 - Travaux	1 187 250,00	0	1 100 000,00	87 250,00

Afin de tenir compte des réalisations et des délais de délivrance du permis de construire donc du décalage des travaux qui s'ensuit, il est proposé de modifier les crédits de paiement comme suit :

		Autorisation de Programme (AP)	Crédits de paiement (CP)		
			2021	2022	2023
AP n°2	Construction d'un bâtiment associatif municipal	1 307 250,00	0,00	597 000,00	710 250,00
	Chapitre 20 - Etudes	120 000,00	0,00	45 000,00	75 000,00
	Chapitre 23 - Travaux	1 187 250,00	0,00	552 000,00	635 250,00

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Modifier l'Autorisation de Programme et la Répartition des Crédits de Paiement relative à l'AP/CP n°2 - Construction d'un bâtiment communal associatif, comme indiqué ci-dessus.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération par 22 voix.

Pour : 22

Contre : 7 (P. Cattin-Vidal - V. Chireux - L. Chamard-Bois - I. Gianiel - L. Taton - C. Sarochar - C. Prost)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 27 janvier 2022
Le Maire
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.